



lundi 16 janvier 2017

2017 : le monde selon Trump ?

Vendredi prochain, le milliardaire raciste et misogyne sera intronisé à la tête de la première puissance mondiale. Passée la surprise de son élection, l'écœurant magnat de l'immobilier semble avoir gagné les faveurs de ses collègues chefs d'Etat du monde entier, des magnats de la finance et... des principaux candidats à l'élection présidentielle en France.

« Anti-système » mais ultra-capitaliste

Marine Le Pen se présente comme le Trump français. Elle a vivement salué la politique « protectionniste » de son Donald, après que Ford a promis 700 embauches aux États-Unis et Amazon 100 000. Mais, ici comme là-bas, les travailleurs savent trop bien ce que valent ces promesses de patron. Non seulement ces éventuels investissements ne garantissent pas l'emploi, mais ils étaient prévus des mois avant l'élection et c'est de la poudre aux yeux. En réalité Trump, sous ses airs d'homme à poigne, n'impose rien au grand patronat, bien au contraire : si quelques entreprises s'apprêtent à rapatrier certains sites, c'est qu'il se prépare à baisser les impôts sur les sociétés de 35 % à 15 %. A faire de l'ensemble des États-Unis un paradis fiscal pour les plus riches.

Le nouveau cabinet américain est à l'image de la classe sociale dont il servira les intérêts, celle des milliardaires, des grands patrons, des financiers. Dix-sept futurs ministres, sans compter Trump lui-même, possèdent autant de richesses que les 109 millions d'Américains les plus pauvres ! Son chef de la diplomatie a dirigé ExxonMobil, son secrétaire au Trésor Goldman Sachs, son ministre de la santé un lobby pharmaceutique et sa ministre des Transports est la fille d'un gros armateur. Pas bien difficile de prévoir que sa politique ne profitera qu'aux riches ! Le prétendu monsieur « anti-système », s'apprête comme ses prédécesseurs à gouverner pour ce système, dans un style encore plus direct et plus brutal. Un avertissement pour ceux qui s'imaginent « renverser la table » en votant Le Pen.

Après le « Tout sauf Trump », le « Tous comme Trump » ?

Dans tout le monde politicien, et pas seulement à l'extrême-droite, on singe Trump. La mode est aux coups de mentons virils. Fillon se réclame de Thatcher

et promet une « Blitzkrieg » contre le monde du travail. Macron, l'ancien banquier d'affaires, prône une « révolution » libérale, c'est-à-dire patronale. Même les pantins tristes de la primaire à gauche, coulés dans le même moule, tous comptables du bilan de Hollande et tous des hommes (sauf une femme pour la galerie), jouent les durs à cuire en prônant le rétablissement des contrôles aux frontières, la réinstauration du service national et encore des embauches dans la police.

Mélenchon se revendique aussi du « protectionnisme », jusqu'à dire récemment : « Je me réjouirais de traiter avec Trump » car « il comprendrait que je me situe strictement sur le point de vue des Français. » Mais de quels « Français » ? Des riches ou des pauvres ? Des patrons ou des salariés ? Car les travailleurs, quelle que soit leur nationalité, n'ont pas d'intérêts communs avec ceux qui les exploitent. Les frontières n'ont jamais protégé du chômage, mais elles tuent tous les jours ceux parmi les plus pauvres qui tentent de les passer.

La force des travailleurs

Face à la dégradation continue des conditions de vie, bien des travailleurs ont envie de taper du poing sur la table. Mais qu'on ne s'y trompe pas : ceux qui bombent le torse pour briguer nos votes seront durs avec les faibles et doux avec les puissants. Pour inverser réellement la vapeur, il faudra jouer du rapport de force. Toute mesure en faveur de notre classe, sur le front de l'emploi, des salaires ou des services publics, ne pourra qu'être arrachée aux patrons, en bousculant leurs profits. La seule force capable de l'imposer, c'est la force collective des travailleurs quand ils entrent en lutte.

C'est ce que défend Philippe Poutou, ouvrier chez Ford et candidat du NPA à l'élection présidentielle.

Accord pas d'accord !

Les propositions définitives de la direction viennent d'être officialisées, sous la forme d'un « accord » signé par certains syndicats. Mais les salariés, eux, sont loin d'être d'accord : trois semaines de fermeture sont prévues cet été, avec une quatrième semaine soumise à l'accord de la hiérarchie.

Partout dans le groupe, la direction organise les congés en fonction de ses besoins. À Sochaux, deux semaines de fermeture seulement sont prévues sur un montage. Après une année de surmenage et d'exploitation, ces vacances sont un dû.

Tous ensemble pour nos congés

La direction distribue les formulaires pour poser nos congés. L'année dernière, il y a eu 17 refus. Cette année, avec le manque d'effectifs, il est à craindre que ces refus individuels s'accroissent. Pour éviter les divisions et les réponses au bon vouloir des chefs, rien de tel que de rester collectifs : 215 salariés avaient signé la pétition pour les quatre semaines, tous ensemble nous pouvons imposer que chacun ait satisfaction sur ses dates de congés.

PSA Rennes : laboratoire des nouvelles attaques

Lundi 9 janvier, la direction a annoncé que PSA Rennes allait monter une demi-équipe de nuit en avril prochain pour la 5008. 400 intérimaires seront recrutés mais aucun CDI. En parallèle, l'objectif de baisser de 200 CDI les effectifs du site est conservé. Avec l'accord NEC qui concerne tout le groupe, la direction a la possibilité de faire travailler cette demi-équipe de nuit en temps partiel à 28h30 (400 € en moins par mois).

Quelle que soit l'usine, pour avoir un avenir, les salariés n'ont pas d'autre choix que de combattre les projets de la direction.

Leur lutte devra devenir celle de tous

Vendredi dernier, les salariés de MC Syncro (sous-traitant de PSA Poissy) à Chanteloup-les-Vignes ont suspendu leur grève. Ils revendiquaient l'embauche en CDI des intérimaires et 200 € d'augmentation mensuelle.

Si 5 semaines de grève n'ont pas permis de faire triompher leurs revendications d'origine, ils ont réussi notamment à prolonger des contrats d'intérim de six mois et à gagner une prime de 300 € pour l'ensemble des salariés de tous les sites de MC Syncro France.

Maintenant leur combat continue au travail, fort des liens de solidarité qu'ils ont développés.

Accords de compétitivité Renault : toujours plus de flexibilité

La semaine dernière, trois syndicats donnaient leur feu vert pour l'accord compétitivité made in Renault n° 2. Les 3 600 embauches en CDI annoncées pour les trois ans à venir ne compenseront pas les 4 500 départs envisagés sur la période. En prime : le gel des salaires pour 3 ou 5 ans renouvelables, jusqu'à 210 heures supplémentaires par an imposées sous forme d'over-time en fonction des besoins de la production, jusqu'à cinquante fois dans l'année. Et des samedis travaillés obligatoires en usines prévus deux jours à l'avance.

À l'usine de Renault Cléon, les ouvriers ont manifesté leur mécontentement. Espérons qu'ils feront ravalier son sifflet à la direction.

Chocolats en lingot d'or

D'après le magazine Suisse Bilan, la famille Peugeot serait la 1^{re} fortune française de ce pays à la fiscalité avantageuse pour les riches. Une fortune estimée à entre 2,8 et 3,7 milliards d'euros, en augmentation de 185 millions par rapport à 2015.

À son corps défendant, ledit magazine signale que c'est quand même une famille très nombreuse avec plus d'une centaine de membres... Et toutes ces bouches de rapaces à nourrir !

Leur justice et la nôtre

Le rendu de jugement du procès en appel des huit ex-salariés de Goodyear a eu lieu le 11 janvier : sept d'entre eux sont condamnés à de la prison avec sursis et à cinq ans de mise à l'épreuve, un seul est relaxé. Cette condamnation vise des salariés qui se battaient pour sauver leur emploi et c'est bien le parquet, et donc le gouvernement, qui a maintenu les poursuites judiciaires à leur encontre. Pendant ce temps, ceux qui détruisent des milliers d'emplois et de vies pour leurs profits, ne sont jamais condamnés.

Touche pas à ma ZEP !

Le gouvernement a décidé de supprimer les quelques moyens supplémentaires des lycées en enseignement prioritaire. Les cours en demi-classe seraient supprimés et des heures d'enseignements disparaîtraient... Mais les enseignants, les lycéens et les parents d'élèves sont décidés à ne pas se laisser faire. Certains établissements se sont lancés dans une grève reconductible et une manifestation nationale est prévue à Paris ce jeudi. Face à tous les discours électoraux prônant les suppressions de postes dans le public, cette grève est salutaire et mériterait d'être imitée dans tous les autres secteurs !